



*Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>*

# Madagascar Résistance

Lettre numéro 35 – octobre 2010

## La monstrueuse bonne conscience de certains thuriféraires des putschistes

Dans notre Lettre n°34, nous présentions les différents types de légalistes opposés au coup d'Etat. Dans le même souci d'éclairer nos lecteurs, notamment nos lecteurs réunionnais qui ont une compréhension souvent parcellaire de ce qui se passe réellement dans la Grande Ile voisine, nous présentons dans ce numéro ceux qui collaborent avec le pouvoir putschiste instauré à Madagascar depuis mars 2009. Comme les légalistes, ils se composent de plusieurs groupes avec des motivations différentes : les mercenaires politiques, les allergiques à Marc Ravalomanana, les derniers tenants de la fameuse « cause côtière », ceux qui n'ont pas intégré la notion de république, une fraction du clergé catholique, dont certains prêtres étrangers.

### LES « MAMBAS NOANA » (CROCODILES AFFAMES) COMME ON DIT EN MALGACHE

Ils forment le gros des partisans du régime actuel. **Mais il serait injuste de dire qu'ils constituent une spécificité de ce pouvoir putschiste, car ces mercenaires politiques ont existé de tout temps, depuis la colonisation jusqu'à nos jours.** Lors de la conférence débat portant sur le thème « Cinquante ans après le retour de l'indépendance de Madagascar, interrogations et espoirs » qui s'était tenue à Saint Denis en juin 2010, Jean-Pierre Domenichini avait souligné un fait important : **les importantes sommes d'argent remises à ceux qui « avaient bien servi » la France en 1947 fut l'évènement fatal qui renforça durablement cette pratique faisant de l'argent l'unique mobile de l'entrée en politique pour la plupart des politiciens malgaches.** Pour Jean-Pierre Domenichini, ce mercenariat politique a ainsi rendu difficile l'émergence, au moment du retour de l'indépendance de Madagascar, d'une classe politique préparée au débat d'idées et prête à se fixer un autre objectif que l'enrichissement personnel.

**Ces « mambas noana » prolifèrent particulièrement en période de crise, lorsque l'ordre constitutionnel est affaibli, car cette situation permet à des individus dépourvus de compétences d'accéder à des postes élevés, comme ce fut par exemple le cas du ministre des transports ou du ministre du commerce, sous la présidence de Zafy Albert.** Le premier était animateur de radio, le second ne pouvait se prévaloir ni d'une formation quelconque ni d'une expérience professionnelle quelconque et aucun des deux ne disposait de l'appui d'un parti politique d'envergure. **Ces « mambas noana » sans compétence particulière sont les plus dangereux dans cette catégorie de mercenaires politiques, car ayant goûté à l'honneur conféré par un titre officiel inespéré et à l'argent, ils sont prêts à toutes les extrémités pour les retrouver.** C'est ainsi qu'un membre de la HAT s'est doté, depuis le début de la présente crise, d'une armée privée formée de miliciens armés dont le nombre est estimé aux environs de deux cents hommes et qui est en première ligne de toutes les répressions violentes contre les opposants au coup d'Etat. Le désarmement de cette milice a été réclamé, sans résultat jusqu'ici, aussi bien par l'ambassadeur de France à Antananarivo que par le Parlement européen.

### LES ALLERGIQUES A MARC RAVALOMANANA

Ce sont des anti-Ravalomanana viscéraux. Cette deuxième catégorie de partisans des putschistes regroupe ceux qui, pour des raisons diverses, manifestent une véritable haine pour la personne de Marc Ravalomanana. Cette haine est telle qu'ils sont sourds à tout argument allant à l'encontre de ce sentiment. Parmi les causes d'un tel sentiment, on peut citer l'esprit de revanche après les événements de 2002. **La perte du pouvoir a été pour certains tout à fait insupportable. Il est en effet d'autant plus difficile d'accepter une alternance au pouvoir qu'on y est resté plus longtemps, et c'est là une difficulté supplémentaire qui s'ajoute toujours à celles auxquelles doivent faire face les successeurs de gouvernants restés trop longtemps en place.** Bien que minoritaires dans le paysage politique, ces revanchards ont été extrêmement actifs et particulièrement virulents dans l'opposition à Marc Ravalomanana. **C'est donc tout naturellement qu'ils se retrouvent aujourd'hui parmi les soutiens de ce régime issu d'un coup d'Etat dans la préparation duquel ils ont participé.**

Mais la haine envers Ravalomanana n'a pas que des origines politiques. **Elle a aussi été provoquée par des spoliations de biens privés ou par une concurrence considérée comme déloyale dans les affaires, commises par le cercle présidentiel. Le ressentiment des victimes a été plus violent que sous les régimes précédents où ces mauvaises pratiques avaient hélas eu cours également. Tout simplement parce que Marc Ravalomanana avait été porté par une immense vague d'espoir et qu'en raison de cela même, il n'avait pas droit aux mêmes erreurs que ses prédécesseurs.** Plus que tout autre président, il aurait dû veiller à ce qu'aucun abus de pouvoir ou d'influence ne soit commis par son entourage ou par des membres influents de son parti.

### LES DERNIERS TENANTS DE LA FAMEUSE « CAUSE COTIERE »

Ce troisième type de partisans du régime actuel est, heureusement pour Madagascar, en voie de disparition. En effet, les événements de 1947 d'abord, ceux de 1991-1992 ensuite, et enfin ceux de 2001-2002, ont montré que **les divisions ethniques mises en place par l'administration de Gallieni et entretenues artificiellement par la suite tout au long de la période coloniale et néo-coloniale, ne correspondaient pas aux réelles aspirations du peuple malgache.** La « cause côtière » souvent mise en exergue par les médias étrangers répétant sans analyse approfondie le cliché inventé par le colonisateur, n'est en fait défendue que par **quelques politiciens soucieux d'être de tous les régimes en mettant en avant leur origine régionale à défaut de programme à proposer.**

Encore une fois, les événements cités plus haut, et plus particulièrement le très large soutien de toutes les régions de Madagascar à Marc Ravalomanana en 2002 et en 2006 démontrent que la majorité des Malgaches vivant en dehors des hautes terres ne se reconnaissent pas dans cette fameuse cause côtère.

La question peut se poser du soutien apporté à Andry Rajoelina, un originaire des hauts plateaux, par ces derniers chantres d'une cause à présent anachronique. **La réponse est que n'ayant pas la force politique pour renverser le président élu, ils se sont abrités derrière Andry Rajoelina pour mener leurs actions de déstabilisation.** Ce dernier se trouve donc être maintenant leur débiteur.

#### **CEUX QUI N'ONT PAS INTEGRE LA NOTION DE REPUBLIQUE**

Ceux qui entrent dans cette quatrième catégorie suscitent le plus de regrets si on est légaliste, mais il est permis d'espérer que leur nombre diminuera dans le futur. Il s'agit moins de leur part d'un soutien actif au régime issu du putsch que d'une faiblesse, voire d'une absence de réaction, par incompréhension du véritable enjeu : l'avenir de la démocratie à Madagascar. **C'est le signe d'un déficit d'éducation civique et politique qui touche encore une partie des citoyens malgaches, malgré les très réels progrès enregistrés depuis 1991. C'est ainsi que des personnes ayant pourtant un niveau élevé de formation universitaire ont pu par exemple dire, au début de la crise, « qu'une violation de la constitution n'était après tout pas dramatique » ou que « faire partir Marc Ravalomanana était plus important que le respect de la constitution ».**

S'agissant de civils, cela est déjà très dommageable. **Le drame est que ce déficit civique a gagné une partie de l'armée, notamment depuis sa politisation initiée sous la seconde république et poursuivie sous la troisième.**

Comme partout dans le monde où les valeurs républicaines ne sont pas encore fortement ancrées dans la société, la démocratie reste vulnérable à Madagascar. Mais les progrès accomplis ces vingt dernières, ajoutés à la forme de démocratie traditionnelle déjà pratiquée par les Malgaches avant la colonisation, permettent d'espérer un plus grand développement des réflexes démocratiques chez les citoyens de la Grande Ile.

#### **UNE FRACTION DU CLERGE CATHOLIQUE, DONT CERTAINS PRETRES ETRANGERS.**

L'aversion personnelle de l'archevêque d'Antananarivo pour le président Ravalomanana, ses liens familiaux avec une personne mise en cause dans une tentative d'attentat contre le président et ses relations avec les militaires putschistes ne sont plus depuis longtemps un secret pour personne. **Ceci a causé ce qui nous semble être, mais cela reste à vérifier, la première division profonde entre une partie des fidèles et le haut clergé dans l'histoire de l'Eglise catholique à Madagascar.** Tous les religieux et toutes les religieuses catholiques n'approuvent d'ailleurs pas cette implication de l'archevêque dans le coup d'Etat, mais la discipline ecclésiastique ne leur permet pas de s'exprimer publiquement.

**Contrairement à l'orientation vers l'œcuménisme et la promotion de la démocratie choisie par les précédents cardinaux pendant ces trois dernières décennies, l'Eglise catholique de Madagascar renoue ainsi, sous la conduite de Mgr Odon Razanakolona, actuel archevêque d'Antananarivo, avec une tradition ancienne : celle du durcissement de la position catholique envers les protestants et celle de l'alliance objective avec les défenseurs des intérêts français.**

Si, comme nous le disions plus haut, tous les religieux et religieuses catholiques n'approuvent pas la position de l'archevêque d'Antananarivo, **des prêtres étrangers le suivent dans son appui sans faille au coup d'Etat. Parmi eux figurent le père Sylvain Urfer et le père Pedro Opeka.** L'expulsion du père Urfer en 2008 avait défrayé la chronique. De nombreuses personnes connaissant l'activisme du père Urfer et son intransigeance qui n'avait d'égale que sa vanité, persuadé qu'il était de tout savoir mieux que quiconque sur ce qui convenait aux Malgaches, furent d'accord avec cette expulsion. Toutefois, **la forme choisie pour ce faire a été inutilement humiliante pour l'intéressé et pour sa hiérarchie et une grande maladresse politique de la part du président Ravalomanana.**

Le cas du père Pedro est plus complexe car ses motivations sont multiples. Il y a tout d'abord sa frustration devant ce qu'il a considéré, à juste titre, comme **une grande ingratitude de la part du président Ravalomanana** qui n'a pas accordé l'importance souhaitée à son œuvre à « Akamasoa » (le village créé par père Pedro pour les SDF) alors que lui, Pedro, s'était fortement et publiquement impliqué en sa faveur lors de la crise de 2002. La rupture a été consommée lorsqu'un élu du parti présidentiel a provoqué un litige foncier dont « Akamasoa » a été victime, sans que ni le président ni ses collaborateurs n'interviennent. Quand on est rejeté par ce que l'on a aimé, l'amour peut se transformer en haine. **Chez le père Pedro, le soutien public à Marc Ravalomanana s'est transformé en soutien tout aussi public à Andry Rajoelina.**

**Dans ce cas également, une erreur a été commise par le président Ravalomanana qui n'a pas mesuré les conséquences potentielles de son attitude sur ses relations futures avec le père Pedro et avec le haut clergé catholique.**

Il reste que, sans minimiser la responsabilité du président Ravalomanana dans la détérioration de ses relations avec ces prêtres et avec le haut clergé catholique, **le soutien ouvert à un putsch demeure inconcevable de la part de personnalités comme le père Urfer et le père Pedro.** A moins qu'on réfléchisse aux points communs entre ces deux prêtres : ils sont tous deux étrangers, tous deux animés d'une forte volonté de s'engager dans la lutte contre la pauvreté. Tous deux ont réalisé au fil de longues années passées au même endroit (Urfer dans le quartier populaire d'Anosibe, Pedro en créant « Akamasoa ») des choses admirables. **Mais tous deux ont eu la même difficulté à rester humbles devant leurs réalisations, comme leur condition de prêtre l'exigeait.** La tentation était grande, avec la notoriété qui était devenue la leur (le père Urfer était très présent dans les réceptions et dîners d'ambassade, le Père Pedro était soutenu au plan international par une communication et un marketing très efficace) de sortir de leur obligation de réserve et de **s'exprimer publiquement sur les problèmes politiques de leur pays d'accueil, dans une posture de donneurs de leçons.** Cette dérive n'est pas vraiment surprenante pour ce qui est du père Urfer. Elle est plus regrettable pour le père Pedro qui n'aurait pas dû médiatiser autant son soutien à Marc Ravalomanana en 2002. Cela lui aurait évité de se déshonorer aujourd'hui en prenant par dépit le parti d'un putschiste, quitte à fermer les yeux sur les exactions infligées à la population malgache et sur l'accroissement actuelle de la misère qu'il voulait combattre. Le voilà décidé à « proclamer au monde qu'il collabore avec le gouvernement » issu d'un coup d'Etat. Le voilà devenu sourd et aveugle, enfermé dans sa bulle d'Akamasoa qu'il prend pour Madagascar.

**Oui, de tous ceux qui soutiennent les putschistes, les plus affligeants sont ces prêtres touchés par le péché d'orgueil et qui s'abritent derrière une monstrueuse bonne conscience!**

Les Inconditionnels de Madagascar,  
À l'Ile de la Réunion